# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau, No. 73 Camp, entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 3 JANVIER 1867.


## Nouvelles du Mexique.

Le Herald arrivé hier de la Vera Cruz, a apporté des journaux mexicains jusqu'au 5 décembre.

Il paraît que le 15 avril est un jour de fête pour les républicains. Ce jour-là, ils célèbrent l'anniversaire de la prise de Vera Cruz, qui a eu lieu en 1861. Il paraît aussi que ce jour-là ils ont l'habitude de faire un feu d'artifice à Matamoros, et de brûler un mannequin représentant l'empereur Maximilien. Cette année, ils ont décidé, apparemment, de faire quelque chose de plus sérieux. Le matin du 15 avril, ce mannequin sera pendu à un gibet, et ensuite brûlé. Le gibet sera dressé sur la place du Marché, et le mannequin sera pendu à une potence de 30 pieds de haut.

Le Diario del Imperio, de Mexico, du 5 décembre, dit que le 15 avril est un jour de fête pour les républicains, et qu'ils ont l'habitude de célébrer ce jour-là par des feux d'artifice et des illuminations. Il ajoute que cette année ils ont décidé de brûler Maximilien en effigie, et que le gouverneur de Matamoros était déterminé à ne pas permettre cette démonstration. Il paraît que le gouverneur a fait savoir aux républicains que si quelqu'un était brûlé ce jour-là, ce serait lui-même. Il paraît aussi que le gouverneur a fait savoir à la municipalité de Matamoros que si elle ne faisait pas son devoir, il la ferait pendre. Il paraît aussi que le gouverneur a fait savoir à la municipalité de Matamoros que si elle ne faisait pas son devoir, il la ferait pendre.

Le Diario del Imperio, de Mexico, du 5 décembre, dit que le 15 avril est un jour de fête pour les républicains, et qu'ils ont l'habitude de célébrer ce jour-là par des feux d'artifice et des illuminations. Il ajoute que cette année ils ont décidé de brûler Maximilien en effigie, et que le gouverneur de Matamoros était déterminé à ne pas permettre cette démonstration. Il paraît que le gouverneur a fait savoir aux républicains que si quelqu'un était brûlé ce jour-là, ce serait lui-même. Il paraît aussi que le gouverneur a fait savoir à la municipalité de Matamoros que si elle ne faisait pas son devoir, il la ferait pendre.

## La réunion du Congrès.

C'est aujourd'hui que le Congrès des Etats Unis doit reprendre ses séances interrompues par les vacances de Noël. S'il faut en croire une dépêche de Washington, le président du comité de reconstruction de la Chambre aurait employé son temps à préparer un bill sur la reconstruction, et celui-ci serait présenté dès la reprise de la session. Les débats s'ouvriront donc immédiatement sur cette importante question. On ne sait pas les dispositions du bill dont il s'agit, mais on croit qu'il a été décidé récente de la Cour Suprême va avoir pour effet de hâter la décision à prendre parle Congrès sur la question tout entière.

Les journaux radicaux jettent feu et flammes contre le premier tribunal du pays qui a eu l'audace d'interpréter la Constitution des Etats-Unis suivant les principes qui doivent seuls guider des magistrats dans l'accomplissement de leur haute mission. Ils s'efforcent des consacrer de cette première décision et se demandent si d'autres arrêts ne vont pas bientôt dé clarer nulles les lois du Congrès sur le Bureau des Affranchis et sur les droits civils. Le Président prépare, dit-on, un ordre qui sera adressé à tous les commandants des départements militaires du Sud pour les informer de la décision de la Cour Suprême qui déclare illégal le juge ment des simples particuliers par des Cours martiales, et pour leur enjoindre de laisser toutes les questions judiciaires aux cours civiles.

En donnant un pareil ordre, le Président réalisera la restauration des Etats du Sud dans les droits de tous les droits appartenant à des Etats égaux. Les commandants militaires ne pouvant même plus intervenir pour l'exécution de la loi sur le bureau des affranchis et de la loi sur les droits civils. Toutes les questions que soulève l'application de ces lois retiront donc nécessairement de la justice civile.

A tout pas, la Cour Suprême va être appelée à rendre un jugement d'une importance capitale. Il s'agit d'un procès entre un nommé Ex parte Milligan, juge de district pour l'Alabama, et un autre nommé Garland, au sujet d'autres causes dans lesquelles, elle sera appelée à se prononcer sur la question de savoir si un des dix Etats insurgés par l'arbitrage du Congrès du droit de représentation, fait ou non actuellement partie de l'Union. Une pareille décision entraînerait des conséquences qu'n'échappent pas aux observateurs du parti républicain. Elle entacherait, implicitement de nullité toutes les lois votées par le Congrès à la dernière session.

Le *Herald* et ses confrères en radicalisme ont beau s'indigner contre cette prétention de cinq juges sur neuf qui composent la majorité de la Cour Suprême, de vouloir renverser le verdict du peuple et nier les résultats de la guerre, il faudra bien se soumettre à l'autorité judiciaire. Le Congrès peut faire des lois tant qu'il lui plaira, mais les décisions de la Cour Suprême sont souverains de ces lois. La justice est le seul pouvoir de l'Etat chargé de l'interprétation de la Constitution et des lois, et le Président comme tout du pouvoir exécutif est obligé de faire respecter ces arrêts.

Il faut que le Congrès renonce à cette idée chimérique qu'il est le pouvoir suprême du pays et qu'il a le droit de faire et de défaire, en bien il faut qu'il arrive à un coup d'Etat en déclarant une guerre ouverte à la Constitution défendue par les deux salutes pouvoirs du gouvernement. Cette situation difficile fournit de nouveaux arguments aux partisans de la mise en accusation du Président. C'est là le grand obstacle à la politique du Congrès. Le Président une fois remplacé par un fidèle du parti, rien ne serait plus facile, disent-ils, que de modifier la composition de la Cour Suprême par de nouvelles nominations. Mais l'addition de nouveaux Districts judiciaires, ou des plus zélés avocats de ces mesures va plus loin qu'il n'est permis d'aller. Ce dans ces limites, on peut tout faire. Le Président pourrait, dit-on, nommer tous les magistrats dans l'accomplissement de leur haute mission. Ils s'efforcent des consacrer de cette première décision et se demandent si d'autres arrêts ne vont pas bientôt dé clarer nulles les lois du Congrès sur le Bureau des Affranchis et sur les droits civils. Le Président prépare, dit-on, un ordre qui sera adressé à tous les commandants des départements militaires du Sud pour les informer de la décision de la Cour Suprême qui déclare illégal le jugement des simples particuliers par des Cours martiales, et pour leur enjoindre de laisser toutes les questions judiciaires aux cours civiles.

En donnant un pareil ordre, le Président réalisera la restauration des Etats du Sud dans les droits de tous les droits appartenant à des Etats égaux. Les commandants militaires ne pouvant même plus intervenir pour l'exécution de la loi sur le bureau des affranchis et de la loi sur les droits civils. Toutes les questions que soulève l'application de ces lois retiront donc nécessairement de la justice civile.

A tout pas, la Cour Suprême va être appelée à rendre un jugement d'une importance capitale. Il s'agit d'un procès entre un nommé Ex parte Milligan, juge de district pour l'Alabama, et un autre nommé Garland, au sujet d'autres causes dans lesquelles, elle sera appelée à se prononcer sur la question de savoir si un des dix Etats insurgés par l'arbitrage du Congrès du droit de représentation, fait ou non actuellement partie de l'Union. Une pareille décision entraînerait des conséquences qu'n'échappent pas aux observateurs du parti républicain. Elle entacherait, implicitement de nullité toutes les lois votées par le Congrès à la dernière session.

Le *Herald* et ses confrères en radicalisme ont beau s'indigner contre cette prétention de cinq juges sur neuf qui composent la majorité de la Cour Suprême, de vouloir renverser le verdict du peuple et nier les résultats de la guerre, il faudra bien se soumettre à l'autorité judiciaire. Le Congrès peut faire des lois tant qu'il lui plaira, mais les décisions de la Cour Suprême sont souverains de ces lois. La justice est le seul pouvoir de l'Etat chargé de l'interprétation de la Constitution et des lois, et le Président comme tout du pouvoir exécutif est obligé de faire respecter ces arrêts.

Il faut que le Congrès renonce à cette idée chimérique qu'il est le pouvoir suprême du pays et qu'il a le droit de faire et de défaire, en bien il faut qu'il arrive à un coup d'Etat en déclarant une guerre ouverte à la Constitution défendue par les deux saluts